

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

| | UN AN | SIX MOIS |
|--------------------------------|---------|----------|
| Togo, France et Colonies . . . | 700 fr. | 375 fr. |
| Etranger | 850 fr. | 450 fr. |

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 30 fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 35 fr.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

| | |
|------------------------------------------------|-------|
| la ligne | 30 f |
| Minimum | 150 f |
| Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum | 150 f |

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte de Journal.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1951

- 3 décembre — No 858-51/PTT. — Arrêté portant révision des taxes télégraphiques du régime intérieur 1
- 3 décembre — No 859-51/PTT. — Arrêté portant réaménagement des taxes téléphoniques du régime intérieur 2
- 3 décembre — No 860-51/PTT. — Arrêté portant réaménagement des taxes postales du régime intérieur 4
- 3 décembre — No 861-51/PTT. — Arrêté portant réaménagement des taxes de transport des colis postaux du régime intérieur 8
- 3 décembre — No 863-51/PTT. — Arrêté portant révision de la surtaxe aérienne dans le régime de l'Unionn Française 8

1952

- 24 janvier — No 62-52/PTT. — Arrêté fixant la taxe télégraphique applicable aux télégrammes à destination du Nigéria 9

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Postes et Télécommunications

ARRETE No 858-51/P.T.T. du 3 décembre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu la délibération no 31 ART. du 16 novembre 1951 de l'Assemblée Représentative du Togo portant révision des taxes télégraphiques du régime intérieur;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 3 décembre 1951;

Sous réserve approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération no 31 ART. du 16 novembre 1951 de l'Assemblée Représentative du Togo portant révision des taxes télégraphiques du régime intérieur.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 15 février 1952. Il sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 décembre 1951.

Y. DIGO.

(Approbation ministérielle notifiée par D.M. no 484/AE./Fisc. du 11 janvier 1952).

DELIBERATION No 31/ART portant réaménagement des taxes télégraphiques du régime intérieur.

L'Assemblée Représentative du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 40-51/PTT. du 13 janvier 1951 rendant exécutoire la délibération n° 76/ART. du 16 novembre 1950 de l'Assemblée Représentative du Togo, portant réaménagement des taxes télégraphiques du régime intérieur;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 25 octobre 1946 précité;

Vu le rapport de présentation n° 112/AD/PTT. du 19 septembre 1951 de Monsieur le Commissaire de la République au Togo;

A adopté dans sa séance du 16 novembre 1951, la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime intérieur du Togo et dans les relations avec l'Afrique Occidentale Française, les taxes applicables aux correspondances du service télégraphique sont fixées comme suit :

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| I — télégrammes privés ordinaires et télégrammes officiels quelle que soit la destination : par mot | 5. — |
| (avec minimum de perception de 50f.) | |
| II — télégrammes de presse : par mot | 3. — |
| (avec minimum de perception de 30f.) | |
| III — télégramme mandat : taxe télégraphique : | |
| Toutes destinations : par mot | 5. — |
| surtaxe fixe par télégramme mandat | 50. — |
| IV — Taxes télégraphiques accessoires : | |
| 1° — télégrammes multiples : | |
| Pour chaque copie et par fraction indivisible de 50 mots | 30. — |
| 2° — Délivrance du guichet d'un bon de réponse payée destiné à couvrir à l'avance la taxe d'un télégramme dont l'envoi est provoqué par lettre | 12. — |
| 3° — Annulation d'un télégramme avant transmission | 12. — |
| 4° — télégramme à remettre en mains propres | 12. — |
| 5° — télégrammes avec reçu | 12. — |
| 6° — copies des télégrammes : | |
| Par copie de 50 mots | 12. — |
| Au-delà de 50 mots, par fraction indivisible de 50 mots en sus des 50 premiers | 12. — |
| 7° — Récépissé de dépôt : | |
| au moment du dépôt | 6. — |
| ultérieurement et dans les 6 mois qui suivent | 12. — |
| 8° — Adresses enregistrées : | |
| droit d'abonnement : | |
| 1 an | 2.000. — |
| 6 mois | 1.500. — |
| 1 mois | 300. — |

9° — Communication au guichet de l'original d'un télégramme 12. —

ART. 2. — Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur 15 jours après la date de parution au Journal Officiel du Togo.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 16 novembre 1951.

Pour le président de l'A.R.T. absent,

Le vice-président,
D. FARÉ.

Le secrétaire,
R. TRÉNOU.

ARRETE N° 859-51/P.T.T. du 3 décembre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu la délibération n° 32/ART. du 16 novembre 1951 de l'Assemblée Représentative du Togo, portant réaménagement des taxes téléphoniques du régime intérieur;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 3 décembre 1951;

Sous réserve approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 32 ART. du 16 Novembre 1951 de l'Assemblée Représentative du Togo portant réaménagement des taxes téléphoniques du régime intérieur;

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 15 février 1952. Il sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 décembre 1951.

Y. DIGO.

(Approbation ministérielle notifiée par D.M. n° 484/AE./Fisc. du 11 janvier 1952).

DELIBERATION N° 32/ART. portant réaménagement des taxes téléphoniques du régime intérieur.

L'Assemblée Représentative du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté no 988/PTT. du 23 décembre 1946 portant réglementation du service téléphonique au Togo;

Vu l'arrêté no 1019/PTT. du 31 décembre 1948 rendant exécutoire la délibération no 69/48 du 29 décembre 1948 de l'Assemblée Représentative Togolaise;

Vu l'arrêté no 41-51/PTT. du 13 janvier 1951 rendant exécutoire la délibération no 77/ART. du 16 novembre 1950 de l'Assemblée Représentative Togolaise;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 25 octobre 1946 précité;

Vu le rapport de présentation no 113/AD/PTT. du 19 septembre 1951 de M le Commissaire de la République au Togo;

A adopté dans sa séance du 16 novembre 1951, la délibération dont la teneur suit:

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime intérieur du Togo et dans les relations entre le Togo et l'A. O. F., les taxes applicables au service téléphonique officiel et privé sont fixées comme suit:

1° — Taxes unitaires des communications urbaines et interurbaines:

Communications urbaines:

Régime de la conversation taxée 8. —

Communications interurbaines (par unité indivisible de 3 minutes):

Jusqu'à 25 kilomètres 16. —
Jusqu'à 50 kilomètres 24. —
Jusqu'à 100 kilomètres 40. —

Par 100 km. au-dessus (distance à vol d'oiseau) 24. —

(La taxe unitaire des conversations échangées à partir d'une cabine téléphonique publique est majorée de 4 frs. par unité de conversation).

2° — Redevances d'abonnement des lignes principales et supplémentaires:

a) Abonnement principal 3.600. —
b) Abonnement pour poste supplémentaire 1.800. —

3° — Fournitures et installation des lignes principales et supplémentaires:

Lignes principales:

a) Rayon de 1 kilomètre à vol d'oiseau autour du central 6.000. —
b) Rayon de 1 à 4 kilomètres autour du central (par hectomètre indivisible). 1.600. —
c) Au-delà d'un rayon de 4 kilomètres, remboursement des dépenses de toute nature majorées de 25 % à titre de frais généraux.

Lignes supplémentaires:

a) Rayon de 0 à 4 kilomètres autour du central téléphonique (par hectomètre indivisible) 1.600. —

b) Dans tous les autres cas, remboursement des dépenses de toute nature majorées de 25 % à titre de frais généraux.

4° — Entretien des lignes:

(Redevances d'usage des lignes principales et supplémentaires:

a) Redevances d'entretien des lignes principales et supplémentaires:

Rayon de 0 à 1 kilomètre gratuit
Rayon de 1 à 4 kilomètres (par hm. indivisible) 320. —

Au-delà de 4 kilomètres: pour les lignes aériennes, remboursement des dépenses majorées de 25 %.

b) Redevances d'usage des lignes supplémentaires: Abonnement à la conversation taxée (par ligne et par hectomètre indivisible). 320. —

5° — Redevances de location et d'entretien des appareils:

Désignation des appareils et organes:

I. — Poste téléphonique complet du modèle administratif associé à une ligne principale simple (y compris les générateurs d'électricité et les dispositifs d'appel nécessaires, le cas échéant, au fonctionnement normal du poste):

Poste mural ou mobile (taxe annuelle de location entretien) 800. —

II. — Poste téléphonique complet du modèle administratif associé à une ligne supplémentaire (y compris les générateurs d'électricité et les dispositifs d'appel nécessaires, le cas échéant, au fonctionnement normal du poste):

Poste mural ou mobile (taxe annuelle de de location entretien) 800. —

Taxe annuelle d'entretien des appareils et organes fournis par les abonnés: entretien normalement assuré par entreprises privées habilitées.

III. — Installation avec intercommunication type administratif (y compris la fourniture des postes, les générateurs de courant et les dispositifs d'appel nécessaires au fonctionnement de l'installation (communications avec le réseau et communications intérieures) sans les organes ajoutés à la demande des abonnés:

Par poste (taxe annuelle de location entretien) 2.000. —

IV. — Installation complète avec tableau commutateur y compris la fourniture du tableau et des appareils des postes avec les générateurs d'électricité et les dispositifs d'appel nécessaires au fonctionne-

ment de l'installation (communications avec le réseau et communications intérieures) mais sans les organes ajoutés à la demande des abonnés :

a) Par direction supplémentaire utilisée :

Taxe annuelle de location entretien :

| | |
|------------------------------------------------------|----------|
| De la 1 ^{re} à la 10 ^e | 1.600. — |
| De la 11 ^e à la 50 ^e | 1.200. — |
| Pour la 51 ^e et les suivantes | 800. — |

b) par direction principale utilisée :

Taxe annuelle de location entretien :

| | |
|--------------------------------------|--------|
| Pour 1 ^{re} | 250. — |
| Pour chacune des suivantes | 150. — |

V. — Commutateur va-et-vient (2 commutateurs) :
Taxe annuelle de location entretien 400. —

VI. — Sonnerie :
Taxe annuelle de location entretien 200. —

VII. — Autres organes et installations :

Pour les postes mobiles fournis en location-entretien le cordon souple est remplacé gratuitement jusqu'à concurrence de 3 mètres; la longueur en excédent est fournie et remplacée aux frais de l'abonné (remboursement des dépenses majoré de 25 % à titre de frais généraux) :

(L'entretien des appareils et organes fournis par les abonnés est normalement assuré par les entreprises privées habilitées. L'Administration n'est pas tenue d'assurer cet entretien. Elle ne l'effectuera que dans la mesure de ses possibilités et moyennant facturation du montant des dépenses et fournitures majoré de 25 %).

6° — Taxes et surtaxes diverses — Dispositions diverses :

Désignation des appareils et organes :

a) Avis d'appel :

Taxe égale au 1/4 de la taxe unitaire de conversation de jour applicable pour la relation considérée avec arrondissement au franc supérieur et minimum de perception de 24. —

b) Surtaxe de régularisation :

1°/ — Modification ou transformation illicite d'une installation n'entraînant pas une modification des redevances d'abonnement (surtaxe de) 2.000. —
(doublée en cas de récidive).

2°/ — Modification ou transformation illicite entraînant une modification des redevances d'abonnement ou d'usage. Mise en service d'une installation réalisée par l'industrie privée avant autorisation ou vérification des P.T.T. Utilisation de tout ou partie d'une ligne d'abonnement comme antenne de TSF :

Par poste principal, poste supplémentaire, appareil accessoire, liaison irrégulière (surtaxe de) 4.000. —
(doublée en cas de récidive).

c) Taxe de transfert :

Par ligne principale : même redevance que pour l'établissement d'une ligne nouvelle.

d) Taxe de cession 1.200. —

e) Rétablissement d'un abonné suspendu pour non paiement des redevances 320. —

f) Frais d'envoi d'un avis de rappel recommandé pour non paiement des redevances 40. —
(Facturation sur relevé du mois suivant)

ART. 2. — Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur 15 jours après la date de parution au Journal Officiel du Togo.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 16 novembre 1951.

Pour le président de l'A.R.T. absent,
Le vice-président,
D. FARÉ.

Le secrétaire,
R. TRÉNOU.

ARRETE N° 860-51/PT.T. du 3 décembre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu la délibération n° 33/ART. du 16 novembre 1951 de l'Assemblée Représentative du Togo portant réaménagement des taxes postales du régime intérieur;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 3 décembre 1951;

Sous réserve approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 33/ART. du 16 novembre 1951 de l'Assemblée Représentative du Togo portant réaménagement des taxes postales du régime intérieur.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 15 février 1952. Il sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 décembre 1951.

Y. DICO.

(Approbation ministérielle notifiée par D.M. n° 484/AE./Fisc. du 11 janvier 1952).

DELIBERATION N° 33/ART. portant réaménagement des taxes postales du régime intérieur.

L'Assemblée Représentative du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 3164 DT. du 13 octobre 1945 concernant les journaux et écrits périodiques;

Vu l'arrêté 42-51/PTT. du 13 janvier 1951, rendant exécutoire la délibération n° 80/ART. de l'Assemblée Représentative Togolaise en date du 16 novembre 1950;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 25 octobre 1946 précité;

Vu le rapport de présentation n° 114/AD/PTT. du 19 septembre 1951 de M. le Commissaire de la République;

A adopté la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime intérieur du Togo et dans les relations avec l'Afrique Occidentale Française, les taxes applicables aux correspondances ou services postaux désignés ci-après sont fixées comme suit :

I — Lettres et paquets clos.

| | | |
|-----------------|----------------|--------|
| Jusqu'à | 20 grammes | 10 frs |
| Au-dessus de | 20 — | 12 — |
| — | 50 — | 15 — |
| — | 100 — | 22 — |
| — | 300 — | 30 — |
| — | 500 — | 45 — |
| — | 1.000 — | 60 — |
| — | 1.500 — | 75 — |
| — | 2.000 — | 100 — |
| Poids maximum : | 3.000 grammes. | |

Les boîtes avec valeurs déclarées dont le poids est supérieur à 3 kilogrammes sont passibles du tarif de 100 francs, majoré de 25 francs par 1.000 grammes ou fraction de 1.000 grammes en excédent (Poids maximum : 15 kgs.)

II — Papiers de commerce ou d'affaires.

1° — Tarif général Tarif des lettres.

2° — Tarif spécial :

a) Factures, relevés de comptes ou de factures, bordereaux ou avis d'expédition et notes d'honoraires expédiés sous enveloppe ouverte ou sur carte à découvert et réduite à leurs énonciations constitutives :
Jusqu'à 20 grammes 6 frs

b) Livrets cadastraux échangés entre l'Administration des contributions directes et du Cadastre et les Propriétaires : Jusqu'à 500 grammes 15 frs

III — Cartes postales ordinaires.

1° — Cartes postales simples 6 frs

2° — Cartes postales avec réponse-payée . 12 —

IV — Cartes postales illustrées

1° — Tarif général Tarif des cartes postales ordinaires.

2° — Cartes postales illustrées dont l'ensemble du verso est occupé par une illustration ou gravure, à l'exclusion de toute annotation manuscrite, lorsqu'elles portent au recto uniquement la date, la signature, l'adresse de l'expéditeur et cinq mots au plus de correspondance 4 frs

V — Cartes de visite.

1° — Cartes de visite ne portant que les indications imprimées ou manuscrites autorisées sur les imprimés Tarif des imprimés ordinaires.

2° — Cartes de visite portant une inscription manuscrite de cinq mots ou de cinq initiales conventionnelles au plus, exprimant des souhaits, félicitations, remerciements, compliments de doléances ou autres formules de politesse 4 frs

3° — Cartes de visite portant des mentions autres que celles visées aux paragraphes 1° et 2° précédents Tarif des lettres.

Sont assimilés aux cartes de visite les imprimés illustrés sur carte dépourvus de tout caractère commercial et dont les dimensions sont inférieures aux dimensions minima des cartes postales.

VI — Imprimés ordinaires et Paquets non clos.

| | | |
|-----------------|----------------|-------|
| Jusqu'à | 20 grammes | 3 frs |
| Au-dessus de | 20 — | 5 — |
| — | 50 — | 8 — |
| — | 100 — | 15 — |
| — | 300 — | 22 — |
| — | 500 — | 35 — |
| — | 1.000 — | 50 — |
| — | 1.500 — | 60 — |
| — | 2.000 — | 80 — |
| Poids maximum : | 3.000 grammes. | |

Disposition nouvelle

Par exception, les envois de librairie comportant un seul volume sont admis jusqu'au poids de 5 kilogrammes.

Tarif applicable en sus de la taxe de 80 francs correspondant à 3.000 grammes, par 1.000 grammes ou fraction de 1.000 grammes en excédent 20 francs

Dispositions spéciales concernant les imprimés ordinaires :

1° — Imprimés présentés à l'affranchissement en numéraire ou affranchis au moyen de timbres-poste oblitérés d'avance ou d'empreintes de machines à affranchir déposés en nombre au moins égal à 1.000 triés et enliassés par département, par territoire et par bureau de distribution : Jusqu'à 20 grammes 2 francs

VIII — *Tarif spécial des paquets à l'adresse des militaires et marins en campagne.*

| | | | | | | |
|--------------|------------|---|---------|------------|---|-------|
| Jusqu'à | 20 grammes | — | jusqu'à | 50 grammes | — | 3 frs |
| Au-dessus de | 20 | — | — | 100 | — | 5 — |
| — | 50 | — | — | 1.000 | — | 8 — |
| — | 100 | — | — | 2.000 | — | 15 — |
| — | 1.000 | — | — | 3.000 | — | 25 — |
| — | 2.000 | — | — | | | 30 — |

Les tarifs ci-dessus sont uniformément applicables à tous les paquets de l'espèce, quel que soit leur conditionnement (clos ou non clos).

Les envois soumis, sur la demande des expéditeurs à la formalité de la recommandation, acquittent, en sus des tarifs ci-dessus, le droit fixe de recommandation applicable aux paquets non clos.

IX — *Avertissements et avis envoyés aux contribuables par les Administrations financières.*

Jusqu'à 50 grammes 6 frs
Avec majoration de 26 —
Pour les plis recommandés avec avis de réception.

X — *Taxes postales accessoires.*1. — *Droit fixe de recommandation :*

a) Lettres et paquets clos, cartes postales ordinaires, cartes postales illustrées passibles du tarif général, envois de valeurs déclarées et enveloppes de valeurs à recouvrer, télégrammes à remettre par poste recommandée 15 frs

b) — Autres objets 10 —

2. — *Avis de réception postale des objets chargés ou recommandés des télégrammes :*

a) — Demandé au moment du dépôt de l'objet 8 frs

b) — Demandé postérieurement au dépôt de l'objet 15 —

3. — *Droit d'assurance des lettres et des boîtes avec valeur déclarée :*

2° — Imprimés dits « urgents » (prix courant, mercuriales, cotes de bourse et d'office de publicité et de vente, lettres de convocation ou d'invitation, avis de passage des voyageurs de commerce, avis de naissance, de mariage ou de décès, affiches, épreuves d'imprimerie et copies destinées à l'impression dans les journaux : taxe additionnelle : (par objet) 3 francs

3° — Imprimés en relief à l'usage des aveugles :

Jusqu'à 3.000 grammes 0,50

VII. — *Journaux et Ecrits périodiques.*

(Définis par l'art. 90 de la loi de finances du 16 avril 1930).

Les tarifs actuels fixés par l'arrêté n° 3.164/DT. du 13 octobre 1945 sont maintenus.

Par 5.000 francs ou fraction de 5.000 francs 5 —
Avec minimum de perception de 25 —
Maximum de déclaration de valeur 100.000 frs CFA

4. — *Poste restante :*

A. — Surtaxe fixe applicable aux objets de correspondance de toute nature adressés poste restante ou télégraphe restant :

a) Journaux et écrits périodiques 2 —

b) Autres objets 5 —

B. — Droit spécial d'abonnement annuel à la poste restante :

a) Voyageurs de commerce titulaires de la carte d'identité prévue par la loi du 3 octobre 1919 250 —

b) Autres personnes 500 —

5. — *Taxes minima applicables aux objets de correspondance non ou insuffisamment affranchis :*

a) Journaux et écrits périodiques 250

b) Autres objets 5 —

6. — *Taux des frais de recherche dans les documents du service, par demi-heure indivisible 50 —
avec minimum de 100 —*

XI — *Indemnité en cas de perte des objets recommandés.*

a) Lettres et paquets clos, cartes postales ordinaires, envois de valeurs à recouvrer 1.000 —

b) Autres objets 500 —

XII. — Redevances d'abonnement pour boîtes de commerce :

| | |
|---------------------------------|---------|
| Petit modèle (par an) | 480 frs |
| Grand modèle (par an) | 600 — |

XIII. — Réclamation relative à un objet chargé ou recommandé 15 —

ART. 2. — Dans le régime intérieur du Togo et dans les relations avec l'Afrique Occidentale Française, les taxes et droits de commission applicables aux opérations des services des articles d'argent et des chèques postaux désignés ci-après sont fixés comme suit :

Articles d'argent.

1. — Mandats ordinaires :

Droit de commission :

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Jusqu'à 100 francs | 10 francs |
| Au-dessus de 100 frs. jusqu'à 500 frs. | 15 — |
| Au-dessus de 500 frs. jusqu'à 1.000 frs. | 20 — |
| Au-dessus de 1.000 francs en sus de la taxe de 20 francs correspondant aux premiers 1.000 francs, par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs en excédent | 2 — |
| (Tarifs inchangés). | |

2. — Mandats émis en présentation de chèques postaux :

a) d'assignation — b) au porteur :

Droit de commission : tarif des mandats ordinaires.

3. — Mandats contributions :

Droit de commission :

| | |
|--------------------------------------|-----------|
| Jusqu'à 10.000 francs | 10 francs |
| Au-dessus de 10.000 francs | 20 — |

4. — Mandats-cartes :

Taxe d'expédition et de factage applicable aux mandats à découvert (mandats-cartes et mandats-lettres ordinaires) et aux mandats émis en représentation de chèques d'assignation et au porteur à l'exception de ceux qui sont payés à vue sans avoir fait l'objet d'un transport postal 10 —

5. — Valeur à recouvrer et envois contre remboursement livrés :

1° — Droit d'encaissement :

Droit de commission applicable aux mandats ordinaires :

2° — Droit de présentation des valeurs impayées :

Pour chaque valeur 10 —

6. — Avis de paiement des mandats :

- a) Demandé au moment du dépôt des fonds 8 francs
- b) Demandé postérieurement au dépôt des fonds 15 —

7. — Réclamation relative à un mandat, une valeur à recouvrer ou un envoi contre remboursement 15 —

Chèques postaux.

1. — Versement aux comptes courants postaux par mandats de versement du service des chèques :

| | |
|--------------------------------------|------|
| Jusqu'à 20.000 francs | 10 — |
| Au-dessus de 20.000 francs | 20 — |

2. — Retrait au profit du titulaire du compte :

| | |
|--------------------------------------------------|------|
| Par 1.000 frs. ou fraction de 1.000 frs. | 0,50 |
| Avec minimum de perception de | 10 — |

3. — Virements postaux :

- a) A l'intérieur d'un même bureau de chèques :
Par virement Gratuit
- b) Entre deux bureaux de chèques de l'A.O.F. :
Par virement Gratuit
- Virement télégraphique :
Par 100.000 francs ou fraction de 100.000 francs 12 —

4. — Taxes diverses :

- a) Notification d'avoir 10 —
- b) Copies de comptes :
Jusqu'à 50 opérations 30 —
Au-dessus de 50 opérations jusqu'à 100 opérations 60 —
Au-dessus de 100 opérations ou fraction de 100 opérations en excédent 30 —
- c) Modification de l'intitulé d'un compte courant 20 —
- d) Taxe pour chèques sans provision 20 —
- e) Prix de vente des formules :
Formules N° 5 Chp. — le cent 35 —
— 7 — — — — 95 —
— 8 — — — — 50 —
— 11 — le carnet de 25 formules 30 —
— 12 — le carnet de 25 formules 30 —
— 13 — le cent 115 —
— 14 — — — — 85 —
— 34 — — — — 135 —
Avis N° 48 Chp. — — — — 30 —

5. — Réclamations :

Taxe par réclamation 15 —

ART. 3. — Le taux de la surtaxe aérienne applicable aux objets de correspondance privée déposés au Togo, destinés à être acheminés par voie aérienne dans les relations Togo-A.O.F. est fixé comme suit :

- L.C. : Jusqu'à 5 grammes sans surtaxe
- Au-dessus de 5 grammes 4 francs par 5 grammes (applicable sur le poids total).

A.O. : 5 francs par 20 grammes.
Journaux et écrits périodiques. 3 francs par 20 grammes.

Les plis officiels dont le poids dépasse 5 grammes à acheminer par voie aérienne sont passibles de surtaxes aériennes prévues à la catégorie A.O.

ART. 4. — Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur 15 jours après la date de parution au Journal Officiel du Togo.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 16 novembre 1951.

Pour le président de l'A.R.T. absent,

Le vice-président,
D. FARÉ.

Le secrétaire,
R. TRÉNOU.

ARRETE N° 861-51/P.T.T. du 3 décembre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu la délibération n° 34/ART. du 16 novembre 1951 de l'Assemblée Représentative du Togo portant réaménagement des taxes de transport des colis postaux du régime intérieur;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 3 décembre 1951;

Sous réserve approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 34/ART. du 16 novembre 1951 de l'Assemblée Représentative du Togo portant réaménagement des taxes de transport des colis postaux du régime intérieur.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 15 février 1952. Il sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 décembre 1951.

Y. DICO.

(Approbation ministérielle notifiée par D.M. n° 484/AE./Fisc. du 11 janvier 1952).

DELIBERATION N° 34/ART. portant réaménagement des taxes de transport des colis postaux du régime intérieur.

L'Assemblée Représentative du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 1062/PTT. du 28 décembre 1950 promulguant la délibération n° 58/PTT. du 24 octobre 1950 de l'Assemblée Représentative du Togo;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 25 octobre 1946 précité;

Vu le rapport de présentation n° 115/AD/PTT. du 19 septembre 1951 du Commissaire de la République;

A adopté dans sa séance du 16 novembre 1951 la délibération dont la teneur suit;

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime intérieur du Togo, les taxes de transport par voie terrestre des colis postaux sont fixées comme suit :

| | | |
|--------------|--------------------|---------|
| Jusqu'à | 3 kgs. | 40 Frs. |
| Au-dessus de | 3 — jusqu'à 5 kgs. | 65 — |
| — | 5 — — 10 — | 110 — |
| — | 10 — — 15 — | 155 — |
| — | 15 — — 20 — | 200 — |

ART. 2. — Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur 15 jours après la date de parution au Journal Officiel du Togo.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé le 16 novembre 1951.

Pour le président de l'A.R.T. absent,

Le vice-président,
D. FARÉ.

Le secrétaire,
R. TRÉNOU.

ARRETE N° 863-51/P.T.T. du 3 décembre 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu la délibération n° 36/ART. du 16 novembre 1951 de l'Assemblée Représentative du Togo portant révision de la surtaxe aérienne dans le régime de l'Union Française;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 3 décembre 1951;

Sous réserve approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 36/ART. du 16 novembre 1951 de l'Assemblée Représentative du Togo portant révision de la surtaxe aérienne dans le régime de l'Union Française.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 15 février 1952. Il sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 décembre 1951.

Y. DICO.

(Approbation ministérielle notifiée par D.M. n° 484/AE./Fisc. du 11 janvier 1952).

DELIBERATION N° 36/ART. portant révision de la surtaxe aérienne dans le régime de l'Union Française.

L'Assemblée Représentative du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 1061-50/PTT. du 28 décembre 1950, portant révision de certaines taxes postales du régime de l'Union Française;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 34 du décret du 25 octobre 1946 précité;

Vu le rapport de présentation n° 117/PTT. du 19 septembre 1951 du Commissaire de la République;

A adopté dans sa séance du 16 novembre 1951 la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de la délibération n° 57/PTT. du 24 octobre 1950 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les taux des surtaxes aériennes applicables aux objets de correspondance à destination de la Métropole et des Territoires français d'Outre-Mer destinés à être acheminés par la voie aérienne sont fixés comme suit :

| Pays de destination | Surtaxe applicable aux correspondances avion | | |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|
| | L. C. | A. O. | Journaux |
| Afrique Equatoriale Française et Cameroun | Jusqu'à 5 grs. : sans surtaxe. Au-dessus de 5 grs. : 6 francs par 5 grs. (applicable sur le poids total) | 10 frs. par 20 grs. | 6 frs. par 20 grs. |
| France et Afrique du Nord Française | Jusqu'à 5 grs. : sans surtaxe. Au-dessus de 5 grs. : 10 francs par 5 grs. (applicable sur le poids total) | 12 frs. par 20 grs. | 6 frs. par 20 grs. |
| Autres destinations de l'Union Française | Jusqu'à 5 grs. : sans surtaxe. Au-dessus de 5 grs. : 18 francs par 5 grs. (applicable sur le poids total) | 20 frs. par 20 grs. | 12 frs. par 20 grs. |

ART. 2. — Les plis officiels dont le poids dépasse 5 grammes, à acheminer par la voie aérienne sont passibles des surtaxes aériennes prévues à l'article 1^{er} sous la rubrique A. O.

ART. 3. — Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur 15 jours après la date de parution au Journal Officiel du Togo.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé le 16 novembre 1951.

Pour le président de l'A.R.T. absent,

Le vice-président,
D. FARÉ.

Le secrétaire,
R. TRÉNOU.

ARRETE N° 62-52/P.T.T. du 24 janvier 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu la lettre ministérielle n° 484/AE./Fisc. du 11 janvier 1952;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 3 décembre 1951;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Le trafic télégraphique avec le Nigéria par la voie radiotélégraphique Lomé-Cotonou est limité aux télégrammes privés ordinaires et aux télégrammes officiels en provenance et à destination du Togo d'une part et du Nigéria d'autre part. Les télégrammes en transit ou avec réponse payée ne sont pas admis.

ART. 2. — Le Togo conserve l'intégralité des taxes qu'il perçoit.

ART. 3. — La taxe par mot perçue au Togo est fixée à 10 francs.

ART. 4. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 15 février 1952, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1952.

Y. Digo.